



**Information financière semestrielle
au 30 juin 2018**

TABLE DES MATIERES



Rapport semestriel d'activité	3
Etats financiers consolidés résumés	6
Attestation du Responsable du rapport financier semestriel	17
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	18

RAPPORT D'ACTIVITE



Chiffres clés consolidés

Au premier semestre 2018, les chiffres clés consolidés du Groupe sont les suivants en milliers d'euros :

Pour les situations intermédiaires aux 30 juin 2017 et 2018

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	30 juin 2017	Variation en k€	Variation en %
Produits des activités ordinaires	83 108	81 405	1 703	2%
Résultat opérationnel courant (ROC)	2 670	3 376	-706	-21%
Autres produits et charges opérationnels et dépréciation des écarts d'acquisition	103	760	-657	-86%
Résultat financier	-25	202	-227	-112%
Impôts	-654	-315	-338	107%
Résultat net total	2 093	4 021	-1 928	-48%

Variation : « - » : dégradation et « + » amélioration

Fait Marquant

Consolidation de la structure actionnariale par l'acquisition de participations complémentaires de 7,60 % et 8,54 % par CALIDA Holding AG. En acquérant successivement les titres de Monsieur Jean Pierre MILLET en mars 2018 et ceux de CDC Entreprises Elan PME en juin 2018, CALIDA porte sa participation à 87,70 %.

Gouvernance : Concomitamment à la cession de sa participation, CDC Entreprises Elan PME a démissionné de ses fonctions d'administrateur en juin 2018.

Lors de sa séance du 28 février 2018, le conseil d'administration a nommé, à titre provisoire, Madame Carine ROSIERE en remplacement de Monsieur Philippe BERNAUD, démissionnaire. L'assemblée générale du 23 mai 2018 a confirmé cette nomination.

Au 1^{er} juin 2018, CALIDA HOLDING A.G. a fait de Monsieur Philippe BERNAUD, son représentant permanent.

Au 30 juin 2018, le conseil d'administration se compose comme suit :

- Monsieur Reiner PICHLER, Président
- Madame Caroline BARBERY-MEBROUK
- Madame Manuela OTTIGER
- Madame Carine ROSIERE
- CALIDA HOLDING AG, représentée par Monsieur Philippe BERNAUD
- Monsieur Daniel GEMPERLE
- Monsieur Jean Pierre MILLET

Rapport semestriel d'activité

La stagnation de nos principaux marchés continue de s'accompagner d'un changement rapide du comportement de nos consommateurs, ayant des conséquences sur le secteur du commerce de détail. La fréquentation des magasins est en baisse au premier semestre et la part de l'activité en ligne continue de croître sur nos marchés, même si un ralentissement de la croissance est constaté.

L'environnement de nos marchés hautement concurrentiels, se consolide, les marques les plus petites et les détaillants, subissent une pression croissante. La fusion des canaux de distribution « hors ligne » et « en ligne » offrira des opportunités de croissance à l'avenir, nécessitant cependant des investissements dans la compétence omnicanal.

Le groupe Lafuma et ses marques répondent à ces défis par des investissements ciblés. Les aspects centraux de la stratégie étant un positionnement clair de nos marques, la promotion de l'innovation, l'augmentation de la désirabilité et le développement des canaux de vente pour les adapter à l'évolution du comportement de consommation de nos clients.

Le Groupe a fait et continuera de faire des investissements substantiels dans le développement de ses marques afin d'atteindre ses objectifs stratégiques et d'être en mesure de transformer les changements structurels de ses marchés en opportunités de croissance.

Croissance du chiffre d'affaires, de la marge brute et investissement renforcé

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2018 s'établit à 83,1 millions d'euros (ci-après m€), en croissance de 1,7 m€ (2,1%).

La distribution sur le premier semestre 2018 est réalisée à 78% par le réseau « wholesale » (grossistes) contre 80% au premier semestre 2017 et à 22% par le réseau « retail » comprenant les boutiques, les magasins dits « d'usine » et le e-commerce. Le chiffre d'affaires du e-commerce est en croissance de 27.6%.

La saisonnalité des activités reste similaire aux exercices précédents : le **pôle Mobilier** est soumis à des fluctuations saisonnières en raison des habitudes de consommations des clients, qui effectuent la majorité de leurs achats au cours du premier semestre de l'année. Les produits et les résultats de ce secteur sont généralement plus forts les 6 premiers mois de l'année. A l'inverse, la marque Eider du **pôle Montagne**, fortement positionnée sur le ski, réalisera la majeure partie de son chiffre d'affaires au second semestre.

Activité par pôles

L'hiver long et enneigé a dynamisé le commerce de détail du **pôle Montagne**, permettant à la plupart des revendeurs d'avoir un stock sain à la fin de la saison hivernale 2018, au détriment des commandes de réassort. Sur son marché domestique le **pôle Montagne** présente une forte croissance du chiffre d'affaires à + 12%, accompagnée par les zones DACH à +15% et Europe de l'ouest à +22%. Cette croissance est tempérée par le recul de 12% des zones Asie Pacifique et Japon (-6% à taux de change constant).

Les investissements portés sur l'organisation des ventes et l'internationalisation des trois marques du pôle ont conduit une augmentation des ventes au premier semestre, le chiffre d'affaires net passant de 37,1 m€ à 38,7 m€. La contribution opérationnelle du pôle Montagne également augmenté de 12,8%, passant de 5,6 m d'euros (soit 15,2% du CA) à 6,3 m€ (16,4% du CA), sous les effets bénéfiques combinés de la croissance du chiffre d'affaires et de la marge brute.

La visibilité accrue de la marque Millet avec l'équipe olympique Autrichienne aux jeux de Pyeongchang, génératrice d'émotion et de passion, la poursuite de l'internationalisation avec l'ouverture de magasins en Chine et celle prévue à Osaka (Japon) au second semestre, l'organisation renforcée dans les domaines stratégiques du commerce électronique et de la numérisation, les innovations réussies, les concepts réinventés (sac Lafuma et « mix & match ») ainsi que le

renforcement de l'engagement vers la durabilité des produits qui seront 100% sans PFC dans les années à venir, sont autant d'atouts pour contribuer de manière significative à la croissance future du **pôle Montagne**.

Sous les effets contrastés d'un premier trimestre compliqué par l'arrivée tardive du printemps ayant conduit à des prises de commandes tardives et à une pression tarifaire, et d'un second trimestre favorable au **pôle Mobilier**, le chiffre d'affaires net est resté stable à 30,2 m€. Lafuma Mobilier se distingue par son portefeuille de produits attractifs, ses prix compétitifs et par la croissance de son commerce digital à + 15%. Malgré les investissements faits dans les ventes, le marketing et le développement de produits, la contribution opérationnelle du pôle s'élève à 9,9 m€ à 32,9% du chiffre d'affaires.

Le **pôle Mobilier** a écrit une stratégie claire de développement à l'international et de nouveaux produits répondant à de nouveaux segments de marché, afin de réduire sa dépendance à l'activité estivale. La ligne « Privilège », avec son design innovant et sa qualité et confort « Made in France », permet à Lafuma Mobilier d'ouvrir sa distribution vers le canal des magasins de meubles. Le **pôle Mobilier** s'attache également à satisfaire le marché des professionnels avec une collection spécifique à destination des cafés, hôtels et restaurants.

Le **pôle Surf** qui réalise 95% de son chiffre d'affaires en France, continue de progresser, et montre des résultats prometteurs au semestre. Le chiffre d'affaires en croissance de 3,8% à 14,2 m€ a permis un certain investissement, tout en garantissant une contribution opérationnelle stable à 3 m€, passant de 22,5% à 21,1%. Oxbow poursuit sa croissance rentable et a ouvert en mars 2018 son premier magasin à l'enseigne Oxbow à Paris, venant soutenir le développement positif de la marque, en France et à l'international.

Performance

Le profit opérationnel courant s'établit à 2.7 m€ en retrait de 0.7 m€ par rapport à la même période de l'année 2017, reflétant une amélioration de la marge brute de 1,7 m€ (à la fois effet taux et effet volume) et un investissement plus appuyé sur les charges externes et les charges de personnel de 2,3 m€. Les autres produits opérationnels s'élèvent à 0,1 m€ contre 0,8 m€ en 2017.

Le résultat financier de la période, proche de zéro est en dégradation de 0,2 m€ sur le semestre comparatif.

La charge d'impôt de 0,7 m€ correspond essentiellement à la charge de CVAE et à une retenue à la source en Tunisie.

Le résultat net total s'établit à un profit de 2 093 milliers d'euros.

Structure financière saine et stable

Au 30 juin 2018, les capitaux propres du groupe s'élèvent à 70,9 m€, en amélioration de 4,2 m€ par rapport à fin 2017, essentiellement expliquée par les effets combinés du profit de la période s'élevant à 2,1 m€ et de la comptabilisation en résultat global d'écritures techniques de variation de la juste valeur des instruments de couverture pour 2,2 m€.

La trésorerie nette disponible à fin juin 2018 s'élève à 16.2 m€, en amélioration de 0.8 m€ par rapport au 31 décembre 2017, du fait des flux générés par l'activité pour 3.2 m€ et des investissements d'immobilisations pour 1,9 m€.

Le total des actifs consolidés s'élève à 115,8 m€ au 30 juin 2018, en hausse de 2.0 m€ par rapport à la clôture annuelle au 31 décembre 2017. La structure financière du Groupe est solide, et les financements en place adaptés à l'activité.

L'actionnaire majoritaire de Lafuma a porté sa participation à 87,7% au cours du premier semestre, acquérant successivement les participations historiques de Monsieur Jean-Pierre Millet et de la CDC Entreprise Elan PME.

Perspectives pour la fin de l'exercice

Aucune modification fondamentale des conditions économiques sur nos segments de marché n'étant attendue au cours des mois à venir, le contexte restera un défi au second semestre pour l'ensemble de nos équipes.

Pour relever ce défi, des investissements substantiels dans le commerce digital, l'internationalisation et le marketing seront encore nécessaires.

Le Groupe confirme son objectif de stabilité du chiffre d'affaires par rapport à 2017, et prévoit une rentabilité opérationnelle légèrement inférieure. Le Groupe réitère toute sa confiance en la compétence et la performance de ses collaborateurs et regarde l'avenir avec confiance.

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES



Compte de résultat consolidé

Les chiffres figurant dans les tableaux sont exprimés en milliers d'euros (sauf indication contraire). Les tableaux comportent des données arrondies individuellement. Les calculs arithmétiques effectués sur la base des éléments arrondis peuvent présenter des divergences avec les totaux affichés.

Pour les situations intermédiaires aux 30 juin 2017 et 2018

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2018	30 juin 2017
Produit des activités ordinaires	2.1	83 108	81 405
Achats consommés		-34 196	-34 184
Autres achats et charges externes		-21 299	-19 927
Charges de personnel		-22 219	-21 216
Impôts et taxes		-949	-943
Dotations aux amortissements		-1 803	-1 445
Dotation / reprise de provisions		457	262
Autres produits et charges d'exploitation	3.1	-429	-577
Résultat opérationnel courant		2 670	3 376
Autres produits et charges opérationnels	3.2	103	760
Résultat opérationnel avant dépréciation des écarts d'acquisition		2 773	4 136
Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels affectés		0	0
Résultat opérationnel		2 773	4 136
Produit de trésorerie et équivalents de trésorerie		0	0
Coût de l'endettement financier brut		-16	-19
Coût de l'endettement financier net		-16	-19
Autres produits et charges financiers		-10	220
Quote part du résultat net des entreprises associées		0	0
Résultat avant impôts		2 747	4 336
Impôts	4	-654	-315
Résultat net après impôts des activités poursuivies		2 093	4 021
Résultat des activités cédées, en cours de cession ou abandonnées			
Résultat net total		2 093	4 021
Part revenant aux minoritaires		-19	37
Résultat net total (part du Groupe)		2 112	3 983
Résultat net par action (part du Groupe), en euros	5	0,30	0,56
Résultat net dilué par action (part du Groupe), en euros	5	0,30	0,56

Etat du résultat global consolidé

Pour les situations intermédiaires aux 30 juin 2017 et 2018

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2018	30 juin 2017
Résultat net de la période		2 093	4 021
Variation de juste valeur des instruments dérivés		2 241	-4 340
Ecart de conversion		-323	520
Couverture d'investissements à l'étranger		167	-429
Impôts liés aux autres éléments du résultat global		-572	1 590
Limitation des impôts liés aux autres éléments du résultat global		572	-1 590
Sous total des éléments recyclables en résultat		2 085	-4 250
Ecart actuariel sur engagements de retraite		-23	37
Impôts liés aux autres éléments du résultat global		8	-3
Limitation des impôts différés		-8	3
Sous total des éléments non recyclables en résultat		-23	37
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		2 062	-4 213
Résultat global total		4 155	-192
Part revenant aux actionnaires de la société mère		4 155	-222
Part revenant aux actionnaires minoritaires		0	30

Bilan consolidé

Pour la situation intermédiaire au 30 juin 2018 et l'exercice clos au 31 décembre 2017

<i>Actif - En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2018	31 décembre 2017
Immobilisations incorporelles		10 539	10 308
Immobilisations corporelles		8 155	8 415
Autres actifs financiers non courants		3 895	3 500
Actifs d'impôts différés		500	500
Autres actifs non courants		0	0
Actifs non courants		23 088	22 723
Stocks et en cours	7.1	39 206	38 783
Actifs sur contrats clients		844	1 318
Créances clients	7.2	23 787	24 314
Actifs d'impôt exigible		4 492	4 552
Créances fiscales et sociales		3 670	3 293
Autres créances et actifs courants		4 394	3 399
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8.1	16 315	15 387
Actifs courants		92 708	91 045
Actifs non courants et groupe d'actifs destinés à être cédés		0	0
Total Actif		115 796	113 768

Pour la situation intermédiaire au 30 juin 2018 et l'exercice clos au 31 décembre 2017

<i>Passif - En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2018	31 décembre 2017
Capital social		56 885	56 885
Primes		59 030	59 030
Réserves consolidées		-45 221	-52 998
Ecart de conversion		-1 876	-1 659
Résultat de l'exercice		2 112	5 428
Capitaux propres – part du Groupe		70 930	66 687
Intérêts minoritaires		-456	-456
Capitaux propres		70 474	66 231
Provisions pour risques et charges – part à long terme		3 347	3 514
Dettes financières à long terme		0	0
Passifs d'impôt différé		72	73
Autres passifs non courants		126	1 202
Passifs non courants		3 545	4 790
Provisions pour risques et charges – part à court terme		1 501	1 909
Dettes financières à court terme	8.1	117	31
Dettes fournisseurs		18 516	19 485
Passifs sur contrats clients		1 914	2 534
Passifs d'impôt exigible		187	368
Dettes fiscales et sociales		10 343	10 153
Autres dettes et passifs courants		9 199	8 266
Passifs courants		41 777	42 747
Passifs liés aux actifs non courants et à un groupe d'actifs destinés à être cédés		0	0
Total Passif		115 796	113 768

Tableau consolidé des flux de trésorerie

Pour les situations intermédiaires aux 30 juin 2017 et 2018

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2018	30 juin 2017
Résultat net consolidé des activités poursuivies		2 093	4 021
Incidence des sociétés mises en équivalence		0	0
Dotations et reprises aux amortissements et provisions		234	834
Dotations et reprises de provisions - réorganisation		78	-712
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		8	53
Résultats sur cession d'actifs, subventions		3	-5
Charges et produits calculés liés aux stock-options		88	78
Autres produits et charges sans incidence de trésorerie		0	0
Coût de l'endettement financier net		47	-201
Charge d'impôt (yc impôts différés)		654	316
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts sur les résultats		3 208	4 384
Variation du BFR (yc dette liées aux avantages au personnel)		-25	9 965
Impôt versé		-343	376
Flux net de trésorerie généré par l'activité		2 840	14 724
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles		-1 839	-1 366
Acquisition d'immobilisations financières		-98	-41
Variation des autres actifs non courants		0	0
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		22	7
Cessions d'immobilisations financières		30	429
Incidence des variations de périmètre		0	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-1 885	-972
Augmentation de capital (yc stock-options)		0	0
Acquisition et vente d'actions propres		0	0
Nouveaux emprunts		0	0
Variation des comptes courants d'actionnaires		0	0
Remboursements d'emprunts		0	0
Intérêts financiers nets versés		-5	-6
Dividendes distribués		0	0
Autres flux liés aux opérations de financement		0	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		-5	-6
Impact de la variation des taux de change		-111	-105
Flux nets liés aux activités cédées, en cours de cession ou abandonnées		0	0
Variation de la trésorerie nette		839	13 641
Augmentation ou diminution de la trésorerie			
Trésorerie en début d'exercice	8.1	15 358	7 232
Trésorerie en fin d'exercice	8.1	16 197	20 873
Variation de la trésorerie nette		839	13 641

Variation des capitaux propres consolidés et des intérêts minoritaires

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Prime	Titres auto détenus	Résultats en capitaux propres	Réserves et résultats conso	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Au 31 décembre 2017	56 885	59 030	-103	-4 497	-44 628	66 687	-456	66 231
Opérations sur capital								
Opérations sur titres d'auto contrôle								
Juste valeur options d'achat d'actions					88	88		88
Dividendes versés								
Résultat de l'exercice					2 113	2 113	-20	2 093
Résultats enregistrés directement en capitaux propres								
Variation de juste valeur des instruments financiers				2 241		2 241		2 241
Ecart actuariels sur retraites				-23		-23		-23
Ecart de conversion				-176		-176	20	-156
Variation de périmètre et de % d'intérêt								
Autres variations								
Au 30 juin 2018	56 885	59 030	-103	-2 455	-42 427	70 930	-456	70 474

Notes annexes aux comptes consolidés

Lafuma est une société anonyme de droit français, cotée sur NYSE Euronext Paris, compartiment C. Depuis le 29 janvier 2016, les titres de Lafuma SA sont cotés au fixing. La société et ses filiales sont ci-après dénommées « le Groupe » ou « le groupe Lafuma ». Le siège social de la société est situé à Annecy-le-Vieux, 3, impasse des prairies.

Créé en 1930, le groupe Lafuma conçoit, fabrique et commercialise différentes gammes de produits destinés à la pratique des activités de plein air.

Les produits concernent l'équipement de la personne (vêtements, chaussures) et le matériel (sacs, sacs de couchage, tentes, cordes, mobilier de jardin). Les marques de diffusion sont Millet, Eider, Lafuma, Lafuma Mobilier et Oxbow.

En date du 23 juillet 2018, le Conseil d'administration a établi et autorisé la publication des états financiers consolidés résumés de Lafuma pour le semestre se terminant le 30 juin 2018.

1 BASE DE PREPARATION ET METHODES COMPTABLES

Déclaration de conformité

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés résumés du groupe Lafuma sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) publiés par l'IASB (International Accounting Standards Board) telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2018.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Base de préparation

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de Lafuma SA et de ses filiales au 30 juin 2018, ont été préparés conformément à la norme IAS 34, "Information financière intermédiaire", norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne.

S'agissant de comptes résumés, ils ne comprennent pas l'intégralité des informations financières requises pour des états financiers annuels complets et doivent donc être lus conjointement aux états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2017. Ils comprennent toutefois une sélection de notes expliquant les événements importants et les opérations significatives. Les états financiers consolidés, au 31 décembre 2017, sont disponibles sur demande au siège social de la société ou sur le site internet www.groupe-lafuma.com

Les états financiers consolidés sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle de la maison mère du Groupe.

Référentiel

Les principes et méthodes comptables appliqués par le Groupe dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés sont identiques à ceux utilisés dans les états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017, à l'exception des normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne et d'application obligatoire à partir de l'exercice 2018.

Normes, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union européenne non appliqués par anticipation par le groupe Lafuma

- IFRS 9 « instruments financiers »

Le 24 janvier 2014, l'IASB a publié une nouvelle norme sur les instruments financiers qui remplace la plupart des dispositions existantes en IFRS, notamment IAS 39. La nouvelle norme, adoptée par l'Union européenne le 22 novembre 2016, est applicable de manière obligatoire au 1^{er} janvier 2018. Le Groupe n'avait pas appliqué cette norme par anticipation.

La norme IFRS 9 traite du classement, de l'évaluation et de la dépréciation des instruments financiers, ainsi que de la comptabilité de couverture.

Classement et évaluation : au 1^{er} janvier 2018, le groupe Lafuma n'a pas d'instruments financiers classés en « actifs financiers disponibles à la vente », « actifs détenus jusqu'à échéance » et « actifs financiers à la juste valeur par le résultat global ». Les catégories évaluées « à la juste valeur par le compte de résultat » ou au « coût amorti » respectent les critères de ces catégories. L'application de IFRS 9 n'engendre pas de modification de classement ou d'évaluation.

Dépréciation des instruments financiers : IFRS 9 introduit le concept de la dépréciation sur la base des « pertes attendues ». Le modèle basé sur les « pertes attendues » s'applique aux créances commerciales, qualifiées d'instruments financiers. Les créances commerciales présentées dans les comptes du groupe Lafuma sont majoritairement auprès de clients grossistes (B2B). Nos clients directs (B2C) qu'ils fassent leurs achats dans nos magasins ou sur nos sites, ne sont pas concernés, les paiements étant faits au moment du transfert de propriété des marchandises vendues. Le risque de crédit sur les créances commerciales auprès de grossistes est évalué sur la base de références crédit, de l'expérience des relations commerciales historiques et fait l'objet d'une évaluation au cas par cas. Les historiques de pertes servent de base à l'estimation du risque de défaillance de nos clients grossistes, et par voie de conséquence à la dépréciation. Sur la base de cette méthode de dépréciation, l'application de IFRS 9 n'engendre pas de modification dans le montant des dépréciations.

Comptabilité de couverture : les principes de la comptabilité de couverture pourraient trouver à s'appliquer à de plus nombreuses opérations de couverture, IFRS 9 ayant introduit une approche plus fortement basée sur les principes. Le nouveau modèle aligne le traitement comptable avec le management des risques financiers.

La gestion des risques financiers du Groupe, la documentation de la comptabilité de couverture, la valorisation et la documentation sont en conformité avec IFRS 9.

A partir du 1^{er} janvier 2018, la réévaluation des couvertures de flux est comptabilisée en « résultat global ». Lorsque les cash flows attendus et couverts se réalisent, le montant est reclassé de réserve à résultat.

- IFRS 15 « produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » :

Le 28 mai 2014, l'IASB a publié une nouvelle norme sur la comptabilisation du revenu qui remplace la plupart des dispositions existantes en IFRS, notamment IAS 11 et IAS 18. La nouvelle norme, adoptée par l'Union européenne le 29 octobre 2016, est applicable au 1^{er} janvier 2018. Le Groupe n'a pas appliqué cette norme par anticipation.

La norme IFRS 15 est appliquée au 1^{er} janvier 2018, avec application rétrospective et présentation de comparatifs.

Selon IFRS 15, le revenu doit être reconnu lors du transfert de contrôle vers le client. Le transfert de contrôle et la comptabilisation des ventes étant concomitants, l'application d'IFRS 15 n'a pas d'incidence sur le compte de résultat du groupe Lafuma.

Les provisions pour retours de marchandises seront présentées de manière séparée au bilan à l'actif en « actifs sur contrats clients » et au passif en « passifs sur contrats clients », et les comptes comparatifs font également apparaître l'information comparative.

- Clarification à IFRS 15 : applicable au 1^{er} janvier 2018.
- Amendements à IFRS 2 « paiement fondé sur des actions »
- IFRIC 22 « transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée »
- Amendement à IAS 40 « transfert des immeubles de placement »
- Amendement à IAS 28 « exemption d'application »
- Amendements à IFRS 4 « appliquer la norme IFRS 9 Instruments Financiers avec IFRS 4 Contrats d'assurance »

Normes, amendements et interprétations non encore entrés en vigueur, au sein de l'Union européenne.

Textes non encore adoptés par l'Union européenne, ou adoptés et non encore applicables. Sous réserve de leur adoption définitive par l'Union européenne, les normes, amendements de normes et interprétations, listés ci-après, sont applicables selon l'IASB aux dates spécifiées.

- Amendements à IFRS 10 et IAS 28 « vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou co-entreprise » : date d'application reportée ;
- IFRS 16 « leases » : applicable au 1^{er} janvier 2019 ;
- IFRS 17 « contrats d'assurance » : applicable au 1^{er} janvier 2021 ;
- Amendements limités à IAS 19 : applicable au 1^{er} janvier 2019, mais non encore adopté par l'Union européenne ;
- IFRIC 23 « incertitude relative aux traitements fiscaux » : applicable au 1^{er} janvier 2019, mais non encore adopté par l'Union européenne ;
- Amendement à IFRS 9 « clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative » : non encore adopté par l'Union européenne ;
- Amendement à IAS 28 « intérêts à long terme dans des entreprises associées et des coentreprises » : non encore adopté par l'Union européenne ;
- Améliorations annuelles des normes IFRS cycles 2015-2017 : non encore adopté par l'Union européenne ;
- Cadre conceptuel : non encore adopté par l'Union européenne.

Estimations et hypothèses affectant les actifs et les passifs

Pour préparer les informations financières conformément aux IFRS, la direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent, d'une part, les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif ainsi que les informations fournies sur les actifs et passifs éventuels à la date d'établissement de ces informations financières et d'autre part, les montants présentés au titre des produits et charges de l'exercice.

La direction revoit ses estimations et appréciations de manière régulière sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif.

Les estimations concernent plus particulièrement la dépréciation des actifs non courants, la dépréciation des stocks, la dépréciation des créances clients ainsi que l'évaluation des avoirs à émettre pour retour de marchandises sur les ventes réalisées auprès des distributeurs, les provisions pour risques et charges et les engagements de retraites et assimilés.

Les jugements significatifs exercés par la Direction pour appliquer les méthodes comptables du Groupe et les sources principales d'incertitude relatives aux estimations sont identiques à ceux ayant affecté les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

2 SECTEURS OPERATIONNELS ET SAISONNALITE

Conformément à IFRS 8 « secteurs opérationnels », l'information par secteur opérationnel est dérivée de l'organisation interne des activités du Groupe ; elle reflète la vue du management et est établie sur la base du reporting interne utilisé par le Principal Décideur Opérationnel (le Président, Directeur-général) pour mettre en œuvre l'allocation des ressources et évaluer la performance.

En liaison avec ses trois pôles, la direction du Groupe présente les secteurs suivants :

- Montagne : secteur qui regroupe toutes les activités relatives aux marques Lafuma (partie Outdoor), Eider et Millet
- Mobilier : secteur qui regroupe la production et la distribution des produits Lafuma Mobilier
- Surf : secteur qui regroupe la distribution des produits Oxbow
- Corporate : secteur qui enregistre les activités Corporate du Groupe

2.1 Informations par pôle d'activité

Pour la situation intermédiaire au 30 juin 2017

En milliers d'euros	Pôle Montagne	Pôle Mobilier	Pôle Surf	Corporate et autres	Total
Produits des activités ordinaires	37 123	30 598	13 684	0	81 404
Contribution opérationnelle	5 624	10 759	3 082	0	19 465
Coûts opérationnels non alloués					-15 330
Résultat opérationnel					4 136
Produits et charges financiers					201
Résultat avant impôts					4 336
Dotations aux amortissements	-1 017	-336	-93		-1 445
Investissements	966	377	24	0	1 367

Pour la situation intermédiaire au 30 juin 2018

<i>En milliers d'euros</i>	Pôle Montagne	Pôle Mobilier	Pôle Surf	Corporate et autres	Total
Produits des activités ordinaires	38 723	30 177	14 207	0	83 108
Contribution opérationnelle	6 341	9 923	2 992	0	19 256
Coûts opérationnels non alloués					-16 483
Résultat opérationnel					2 773
Produits et charges financiers					-26
Résultat avant impôts					2 747
Dotations aux amortissements	- 1 367	- 366	-69	0	- 1 803
Investissements	1 245	438	157	0	1 839

La direction du groupe Lafuma analyse les performances des divers secteurs opérationnels au niveau de la contribution opérationnelle, celle-ci étant définie comme la différence entre le chiffre d'affaires et le coût d'achat des marchandises vendues, les coûts des ventes (incluant les coûts de location des magasins) et les coûts marketing.

Les coûts opérationnels non alloués sont constitués des coûts de développement des produits, des coûts logistiques et informatiques, des charges administratives et Groupe, des coûts liés aux bâtiments non commerciaux, ainsi que des autres charges et produits opérationnels.

2.2 Saisonnalité

Saisonnalité de l'activité :

- Le secteur **Mobilier** du Groupe est soumis à des fluctuations saisonnières en raison des habitudes de consommations des clients ; en particulier l'activité de mobilier de jardin où la majorité des ventes se fait au cours du premier semestre de l'année. Les produits et les résultats de ce secteur sont généralement plus forts les six premiers mois de l'année.
- A l'inverse le secteur **Montagne** affiche une période de vente plus forte en seconde partie de l'année. Les coûts étant relativement linéaires, le premier semestre se trouve pénalisé en résultat.

Le groupe se développe sur des segments de marché nouveaux, afin de réduire la saisonnalité de ses activités.

3 RESULTAT OPERATIONNEL

3.1 Autres produits et charges d'exploitation

Pour les périodes intermédiaires aux 30 juin 2017 et 2018

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018			30 juin 2017		
	Charges	Produits	Total	Charges	Produits	Total
Produits et charges sur actifs immobilisés	-3	0	-3	-1	7	5
Produits et charges sur actifs circulants	-861	561	-300	-444	412	-33
Autres produits et autres charges	-1 365	1 239	-126	-1 118	569	-549
Total	-2 229	1 800	-429	-1 564	987	-577

Les dotations et reprises sur créances clients d'un montant de 300 milliers d'euros incluent une charge nette de dépréciation de 51 milliers d'euros et des pertes sur créances irrécouvrables de 249 milliers d'euros. Les autres charges reflètent la comptabilisation du contrat de management avec CALIDA Management AG. Les autres produits incluent des indemnités d'assurances reçues et des gains sur litiges juridiques à hauteur de 0,5 millions d'euros.

3.2 Autres produits et charges opérationnels

Pour les périodes intermédiaires aux 30 juin 2017 et 2018

En milliers d'euros	30 juin 2018			30 juin 2017		
	Charges	Produits	Total	Charges	Produits	Total
Autres produits et charges non récurrents	-4	6	2	-52	506	453
Restructurations		100	100	-563	870	307
Total	-4	106	103	-615	1 375	760

4 IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

Au titre du semestre clos le 30 juin 2018, la charge d'impôt de 654 milliers d'euros, est principalement constituée de la charge de CVAE pour 383 milliers d'euros, et de retenues à la source pour 167 milliers d'euros.

5 RÉSULTAT PAR ACTION

Pour les périodes intermédiaires aux 30 juin 2017 et 2018

	30 juin 2018	30 juin 2017
Nombre moyen pondéré :		
- nombre d'actions émises en début d'exercice	7 110 669	7 110 669
- nombre pondéré d'actions émises au cours de l'exercice		
> augmentation de capital		
> paiement de dividendes en actions		
> exercice des stocks options		
> titres d'auto-contrôle	-8 294	-8 294
Nombre d'actions moyen pondéré avant dilution	7 102 375	7 102 375
Nombre moyen pondéré :		
- nombre d'actions moyen pondéré sur l'exercice	7 102 375	7 102 375
- bons de souscription d'actions		
- options de souscription d'actions		
Nombre d'actions moyen pondéré avec dilution	7 102 375	7 102 375
Economie nette d'impôt de frais financiers sur investissements dilutifs (en milliers d'euros)		
Résultat dilué par action (part du Groupe), en euros	0,30	0,56
Résultat net par action (part du Groupe), en euros	0,30	0,56

6 ACTIFS NON COURANTS

6.1 Dépréciations d'actifs

Les tests de dépréciation sont réalisés au moins une fois par an pour les unités génératrices de trésorerie (pôles), en application des normes IFRS, généralement lors de la clôture annuelle. Ils sont effectués sur la base de business plans validés par le management une fois par an. Au 30 juin 2018, le Groupe n'a relevé aucun indice de perte ou de reprise de valeur. Par conséquent, aucun test de dépréciation n'a été mené.

7 BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

7.1 Stocks et en-cours

Pour la période intermédiaire au 30 juin 2018 et l'exercice clos au 31 décembre 2017

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	31 décembre 2017
Matières premières	5 920	5 344
Dépréciation des matières premières	-2 017	-2 049
Produits et travaux en-cours	1 907	2 432
Dépréciation des en-cours	0	0
Produits finis et marchandises	40 248	41 243
Dépréciation des produits finis et des marchandises	-6 854	-6 870
Stocks et en-cours nets (publié)	39 206	40 100
Retraitement des actifs sur contrats clients		-1 318
Stocks et en-cours nets 2017 (retraités des actifs sur contrats clients)		38 783

Les stocks, au 31 décembre 2017, ont été retraités pour faire apparaître distinctement les « actifs sur contrats clients » conformément à IFRS15.

7.2 Créances clients

Pour la période intermédiaire au 30 juin 2018 et l'exercice clos au 31 décembre 2017

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	31 décembre 2017
Créances clients et comptes rattachés	26 660	27 127
Dépréciation des créances douteuses	-2 872	-2 813
Créances clients nettes	23 787	24 314

8 DETTES FINANCIÈRES ET TRESORERIE

8.1 Dettes financières nettes

Pour la période intermédiaire au 30 juin 2018 et l'exercice clos au 31 décembre 2017

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	31 décembre 2017
Disponibilités et équivalents	16 315	15 387
<i>Dont disponibilités</i>	16 315	15 387
<i>Dont placements à court terme</i>	0	0
Trésorerie passive	117	31
Trésorerie nette	16 197	15 356

9 AUTRES INFORMATIONS

9.1 Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan sont comparables en nature et en montants à ceux de la clôture du 31 décembre 2017.

9.2 Parties liées

La société Lafuma est contrôlée par la société CALIDA Holding AG. Au 30 juin 2018, CALIDA Holding AG détient 87,70 % du capital de Lafuma SA et 87,80 % des droits de vote.

Le Groupe bénéficie du conseil de la société CALIDA Management AG avec laquelle une convention de management a été conclue le 24 février 2014. Le montant estimé des prestations 2018, validé par le Conseil d'administration, s'élève à 2,9 m€.

Les relations avec les autres parties liées, y compris les modalités de rémunérations des dirigeants, sont restées comparables à celles de l'exercice 2017 et aucune transaction inhabituelle, par sa nature ou par son montant, n'est intervenue au cours de la période.

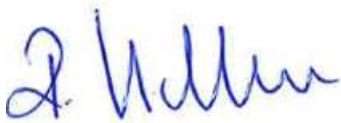
9.3 Evénements postérieurs à la clôture

Aucun évènement n'est intervenu entre la date de clôture et le 23 juillet 2018, date d'arrêté des comptes consolidés semestriels par la Conseil d'administration et d'autorisation de leur communication.

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Annecy-le-Vieux, le 23 juillet 2018



Reiner PICHLER
Président, Directeur-Général

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Lafuma SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Référentiel » de la note 1 « Base de préparation et méthodes comptables » des états financiers consolidés résumés, qui expose notamment les incidences des normes IFRS 9 et IFRS 15 d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2018.

VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Lyon, le 24 juillet 2018

Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton
International

ERNST & YOUNG et Autres

Frédéric Jentellet
Associé

Sylvain Lauria
Associé